

Pouvoir d'achat, un piège macronien ?

Article rédigé par *Liberté politique*, le 19 juillet 2022

Alors que la majorité macronienne présentait son projet de loi sur le pouvoir d'achat, les observateurs politiques scrutent les agissements des oppositions. Une guerre de positions s'engage au Palais Bourbon et le sujet de la dette a complètement disparu.

Des oppositions piégées ?

Le projet de loi proposant des « mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat », arrivé lundi à l'Assemblée nationale, a tout du piège pour les oppositions. En effet, si l'on met de côté les mesures proposées qui consistent ni plus ni moins à augmenter ici et là des prestations sociales et à supprimer la taxe sur l'audiovisuel public, ce texte intéresse surtout par la manière dont il sera traité par les groupes parlementaires à l'Assemblée. **Pour la majorité, la feuille de route est simple : si les oppositions bloquent, elles empêchent les Français d'être aidés ; si elle collabore, la majorité aura réussi à imposer un consensus.** Pour Les Républicains, dont la porosité avec la majorité sur les questions économiques est souvent criante, il conviendra d'agir en technicien et de rallier la droite parlementaire à sa cause. Du côté du Rassemblement National, qui a réussi à imposer le thème du pouvoir d'achat lors des derniers scrutins, il faudra proposer plus pour satisfaire l'électorat mais probablement valider certains éléments du texte pour gagner encore un peu en respectabilité. Enfin, la Nupes pourrait se diviser sur le sujet avec une forme d'intransigeance du côté des Insoumis et de possibles compromis du côté des socialistes, des écologistes et même des communistes. Ainsi, LFI pourrait revendiquer son rôle d'opposant numéro un en dénonçant les "accointances" entre le RN et la majorité.

LR et RN proposent, la majorité refuse

Le texte en lui-même ne porte guère d'intérêt et présente un ensemble de « mesures pansements » sans envisager des changements de fond ou de mesures chocs. Le cas de l'aide alimentaire illustre ainsi le déclasserement d'une puissance mondiale qui en vient à réinventer le ticket de rationnement. Les oppositions de droite avaient pourtant suggéré quelques propositions fortes. Le RN avait ainsi proposé une baisse de la TVA sur l'énergie et Les Républicains de ramener le prix de l'essence à 1,50 euro le litre. Des mesures écartées par la majorité qui n'entend évidemment pas se faire voler la vedette.

La dette, grande oubliée du débat

Si l'on prend le temps de regarder le sujet avec un peu de hauteur en s'éloignant des promesses des uns et des autres et de la cuisine parlementaire, un élément peut étonner : personne ne s'inquiète du risque qu'impliquent de telles dépenses en matière d'endettement du pays. Habituellement, c'est le centre (Modem) qui était à cheval sur ce type de principes mais son chef de file François Bayrou, devenu en 2021 "Haut-commissaire au plan", n'a depuis plus aucune légitimité à réclamer une quelconque forme d'équilibre budgétaire ou, a minima, de limiter les dépenses. Les enjeux découlant du blocage de l'économie avec les confinements puis les conséquences des sanctions contre la Russie font vaciller une économie déjà affaiblie par des décennies d'incurie politique en matière industrielle, de grand projet, de matraquage fiscal et de dépenses inconsidérées. Faute d'aider structurellement les plus démunis à s'en sortir et à valoriser la dignité dans le travail, **le texte pouvoir d'achat devrait déboucher sur un panel de mesurettes interchangeables au gré des possibles futures alternances.**

Olivier Frèrejacques

19/07/2022 06:00